
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi no 46

Bill No. 46

Loi concernant la garantie de certains
prêts aux éditeurs et libraires et modi-
fiant la Loi de l'aide au développement
industriel du Québec

An act respecting the guarantee of certain
loans to publishers and booksellers and to
amend the Québec Industrial Develop-
ment Assistance Act

Première lecture

First reading

M. HARDY

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi no 46

Loi concernant la garantie de certains prêts aux éditeurs et libraires et modifiant la Loi de l'aide au développement industriel du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « garantie »: la garantie ou cautionnement prévu par la présente loi;

b) « livre admissible »: dans le cas d'un éditeur, un livre publié par lui n'étant pas un livre publié à compte d'auteur, et dans le cas d'un libraire agréé, un livre neuf étant sa propriété;

c) « libraire agréé »: un libraire agréé au sens de la Loi de l'agrément des libraires (1965, 1^{re} session, chapitre 21);

d) « ministre »: le ministre des affaires culturelles;

e) « règlement »: les règlements adoptés en vertu de la présente loi par le lieutenant-gouverneur en conseil;

f) « Société »: la Société de développement industriel du Québec.

Bill No. 46

An Act respecting the guarantee of certain loans to publishers and booksellers and to amend the Québec Industrial Development Assistance Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act and the regulations, unless the context indicates a different meaning,

(a) "guarantee" means the guarantee or security provided for in this act ;

(b) "includible book" means, in the case of a publisher, a book published by him which is not a book published at the author's expense and, in the case of an accredited bookseller, a new book owned by him;

(c) "accredited bookseller" designates an accredited bookseller within the meaning of the Booksellers Accreditation Act (1965, 1st session, chapter 21);

(d) "Minister" designates the Minister of Cultural Affairs;

(e) "regulation" means a regulation made under this act by the Lieutenant-Governor in Council;

(f) "Corporation" designates the Québec Industrial Development Corporation;

NOTES EXPLICATIVES

En vertu de ce projet, la Société de développement industriel du Québec garantira les emprunts d'éditeurs et de libraires, sur décision du ministre des affaires culturelles et après approbation, le cas échéant, du lieutenant-gouverneur en conseil.

Cette garantie ne pourra excéder l'ensemble de:

a) 75 pour cent de la valeur des livres admissibles dont l'emprunteur est propriétaire;

b) 75 pour cent de la valeur des comptes à recevoir de l'emprunteur sur ventes de livres.

On entend par « livre admissible » dans le cas d'un éditeur, un livre publié par lui n'étant pas un livre publié à compte d'auteur et, dans le cas d'un libraire agréé, un livre neuf étant sa propriété.

La valeur des livres admissibles s'établira suivant leur prix coûtant, dévalué suivant les règlements.

La valeur des comptes à recevoir s'établira après dévaluation selon les règlements et déduction des mauvaises créances.

De pareilles garanties pourront être accordées pour un montant total global de \$5,000,000.

EXPLANATORY NOTES

Under the terms of this bill, the Québec Industrial Development Corporation will guarantee loans made to publishers or booksellers on the decision of the Minister of Cultural Affairs after the approval, where required, of the Lieutenant-Governor in Council.

The said guarantee is not to exceed the aggregate of:

(a) 75 per cent of the value of the includible books owned by the borrower;

(b) 75 per cent of the value of the borrower's accounts receivable in regard to book sales.

"Includible book", in the case of a publisher, means a book published by him which is not a book published at the author's expense and, in the case of an accredited bookseller, a new book owned by him.

The value of the includible books will be established according to their cost price devalued in accordance with the regulations.

The value of the accounts receivable will be established after devaluation in accordance with the regulations and the deduction of bad debts.

Guarantees of such nature may be granted for a total over-all amount of \$5,000,000.

SECTION II

NATURE ET LIMITES DE LA GARANTIE

2. La garantie prévue par la présente loi est accordée par la Société, sur décision du ministre et, le cas échéant, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, en faveur des éditeurs et des libraires agréés qui remplissent les conditions prévues par la présente loi.

3. Cette garantie assure les personnes qui consentent des prêts à des éditeurs ou libraires agréés du remboursement de leur créance, dans la proportion prévue par la présente loi et aux conditions établies par le ministre conformément à la présente loi et aux règlements.

Les prêts ainsi garantis doivent être utilisés par les emprunteurs pour les fins de leur entreprise d'édition ou de librairie.

4. La garantie accordée par la Société ne peut excéder l'ensemble de:

a) 75 pour cent de la valeur des livres admissibles dont l'emprunteur est propriétaire; et

b) 75 pour cent de la valeur des comptes à recevoir de l'emprunteur sur ventes de livres.

5. La valeur des livres admissibles s'établit suivant leur prix coûtant, dévalué suivant les règlements.

La valeur des comptes à recevoir s'établit après dévaluation selon les règlements et déduction des mauvaises créances.

SECTION III

ADMISSIBILITÉ À LA GARANTIE

6. Peuvent bénéficier de la garantie à titre d'éditeurs les personnes dont l'une des activités principales est l'édition.

7. Ces personnes, s'il s'agit d'individus, doivent être des citoyens canadiens ou des immigrants reçus, et doivent être domiciliés au Québec.

DIVISION II

NATURE AND LIMITS OF THE GUARANTEE

2. The guarantee provided for by this act shall be granted by the Corporation, on the Minister's decision and, where required, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, to publishers and accredited booksellers who fulfil the conditions prescribed by this act.

3. Such guarantee insures persons granting loans to publishers or to accredited booksellers of repayment of the debt owed them to the extent provided for by this act and on the conditions established by the Minister in accordance with this act and the regulations.

Loans so guaranteed must be used by borrowers for the purposes of their publishing or bookselling businesses.

4. The guarantee granted by the Corporation shall not exceed the aggregate of:

(a) 75 per cent of the value of the includible books owned by the borrower; and

(b) 75 per cent of the value of the borrower's accounts receivable in regard to book sales;

5. The value of includible books is established according to their cost price devalued in accordance with the regulations.

The value of accounts receivable is established after devaluation in accordance with the regulations and deduction of bad debts.

DIVISION III

ELIGIBILITY FOR A GUARANTEE

6. A person who counts publishing among his principal activities may benefit by a guarantee as a publisher.

7. Where such a person is an individual, he must be a Canadian citizen or a landed immigrant and must be domiciled in Québec.

8. S'il s'agit de sociétés, la majorité des associés doivent être des citoyens canadiens domiciliés au Québec et les avoirs de la société doivent, pour plus de la moitié, appartenir à des citoyens canadiens domiciliés au Québec.

9. Les corporations doivent, pour pouvoir bénéficier de la garantie à titre d'éditeurs, remplir les conditions suivantes:

a) elles doivent avoir été constituées soit en vertu des lois du Québec, soit avant le 1^{er} juin 1975 en vertu des lois du Parlement du Canada;

b) la majorité de leurs administrateurs doivent être des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

c) le président, le secrétaire, le trésorier et les personnes remplissant des fonctions de direction équivalentes doivent être des citoyens canadiens domiciliés au Québec;

d) les actions de la corporation doivent, pour plus de la moitié, être la propriété de citoyens canadiens domiciliés au Québec.

10. Les coopératives sont admissibles à la garantie à titre d'éditeurs, si:

a) elles ont été constituées en vertu de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292) ou en vertu de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294);

b) la majorité des membres et des administrateurs, de même que le président, le secrétaire, le trésorier et les personnes remplissant des fonctions de direction équivalentes sont des citoyens canadiens domiciliés au Québec.

11. Sont admissibles à la garantie à titre de libraires les personnes qui sont agréées à ce titre en vertu de la Loi de l'agrément des libraires (1965, 1^{re} session, chapitre 21).

12. Il n'est tenu compte, pour les fins de la présente loi, que des livres suivants:

a) les publications non périodiques imprimées, comptant au moins 49 pages de textes ou d'illustrations ou les deux, pages de couverture non comprises, assemblées par quelque procédé que ce soit;

8. In the case of a partnership, the majority of the partners must be Canadian citizens domiciled in Québec and more than half of the assets of the partnership must be owned by Canadian citizens domiciled in Québec.

9. To benefit by a guarantee as a publisher, a corporation must meet the following requirements:

(a) it must have been either incorporated under Québec statutes or incorporated, before 1 June 1975; under the statutes of the Parliament of Canada;

(b) the majority of its directors must be Canadian citizens domiciled in Québec;

(c) the president, the secretary and the treasurer, or the persons serving in the equivalent capacities of management, must be Canadian citizens domiciled in Québec;

(d) more than half of the shares of the corporation must be owned by Canadian citizens domiciled in Québec.

10. A cooperative is eligible for a guarantee as a publisher,

(a) if it was incorporated under the Cooperative Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 292) or the Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294);

(b) if the majority of the members and directors, as well as the president, the secretary, the treasurer, or the persons serving in the equivalent capacities of management, are Canadian citizens domiciled in Québec.

11. Persons accredited as booksellers under the Booksellers Accreditation Act (1965, 1st session, chapter 21) are eligible for such a guarantee.

12. For the purposes of this act, only the following books are to be taken into consideration:

(a) non-periodical printed publications having not less than 49 pages of text or illustrations or both, excluding covers, however collated;

b) les publications non périodiques pour enfants, imprimées, d'au moins 16 pages, brochées ou cartonnées, avec textes ou illustrations ou les deux, ou sous forme de bande dessinée avec ou sans textes;

c) les publications non périodiques imprimées, présentées sous forme de bande dessinée pour adultes, d'au moins 16 pages, avec textes, sous couverture brochée ou cartonnée;

d) les publications non périodiques imprimées, traitant uniquement de musique, brochées ou cartonnées, quel que soit le nombre de pages, ainsi que les méthodes instrumentales et les partitions musicales;

e) les publications en série, soit les publications conformes à l'un des paragraphes *a* à *d* ci-dessus, comprenant plusieurs parties ou des volumes publiés successivement sous un titre commun durant une période indéterminée mais non nécessairement à intervalles réguliers.

(b) non-periodical printed publications for children, having not less than 16 pages, bound in paper covers or in hard covers, with text or illustrations or both, or in the form of comic strips with or without text;

(c) non-periodical printed publications in the form of comic strips for adults, having not less than 16 pages, with text, bound in paper covers or hard covers;

(d) non-periodical printed publications dealing solely with music, bound in paper covers or hard covers, having any number of pages, as well as instrumental method and musical scores;

(e) serial publications, namely publications complying with one of the above paragraphs *a* to *d*, comprising several parts or volumes published successively under a general title over an indeterminate period but not necessarily at regular intervals.

SECTION IV

OCTROI DES GARANTIES

13. Toute personne qui désire bénéficier de la garantie doit en faire la demande à la Société dans la forme prescrite par les règlements; cette demande doit être accompagnée des documents et contenir les renseignements qui sont prévus par les règlements.

14. L'emprunteur doit présenter avec sa demande:

a) les états financiers de son entreprise, pour le dernier exercice, vérifiés par un comptable public;

b) une liste complète, suivant la forme déterminée par les règlements, des comptes à recevoir de l'entreprise, indiquant les noms et adresses des débiteurs, le montant de chacune des créances, la date à laquelle elles remontent et leur valeur;

c) un état détaillé, suivant la forme déterminée par les règlements, des comptes à payer;

d) un état détaillé, suivant la forme déterminée par les règlements, de l'inventaire des livres admissibles offerts en garantie, accompagné d'une déclaration assermentée

DIVISION IV

GRANTING OF GUARANTEES

13. Every person who wishes to benefit by a guarantee must apply therefor to the Corporation in the form prescribed by the regulations; such application must be accompanied with the documents and contain the information prescribed by the regulations.

14. The borrower must accompany his application with:

(a) the financial statements of his business for the last fiscal year, audited by a public accountant;

(b) an exhaustive list, in accordance with the form determined by regulation, of the accounts receivable of the business indicating the names and addresses of the debtors, the amount of each debt, the date when it originated and its value;

(c) a detailed statement, in accordance with the form determined by regulation of the accounts payable;

(d) a detailed statement, in accordance with the form determined by regulation, of the inventory of the includible books offered as security, accompanied with a sworn de-

attestant que ces livres sont libres de toute sûreté réelle;

e) une liste détaillée des comptes à recevoir de l'entreprise sur vente de livres admissibles;

f) dans le cas d'un éditeur, une liste détaillée des droits d'auteur payés au cours du dernier exercice financier et le montant dû à chacun des auteurs;

g) dans le cas d'un éditeur, une liste des livres qu'il se propose de publier au cours du trimestre qui suit la date de la demande, accompagnée de ses prévisions sur les prix de vente et les tirages;

h) dans le cas d'un libraire agréé, une évaluation, préparée par un comptable public et basée sur les états vérifiés, de l'inventaire des livres admissibles;

i) tout autre renseignement financier exigé par les règlements.

Par la suite les documents visés au paragraphe *a* doivent être soumis annuellement et ceux visés aux paragraphes *b* à *i* doivent l'être tous les trois mois, suivant la forme déterminée par les règlements.

15. Sur réception de la demande, la Société en transmet une copie au ministre et fait enquête afin de déterminer si l'entreprise pour laquelle la garantie est demandée remplit les conditions exigées par la présente loi et les règlements.

16. Dès qu'elle a terminé son enquête, la Société fait rapport au ministre et lui soumet ses recommandations.

17. La Société peut recommander que la demande ne soit agréée que pour partie ou soit agréée pour une somme autre que celle qui fait l'objet de la demande. Elle peut aussi recommander que la demande soit refusée ou ne soit agréée qu'aux conditions que la Société indique.

18. Si la Société recommande que la demande soit refusée et si le ministre est d'accord avec cette recommandation, il retourne la demande à la Société, qui notifie aussitôt le requérant du refus de sa demande.

claration certifying that such books are free of any real security;

(e) a detailed list of the accounts receivable of the business in regard to the sale of includible books;

(f) in the case of a publisher, a detailed list of the copyrights paid for during the last fiscal year and the amount payable to each author;

(g) in the case of a publisher, a list of the books that he intends to publish during the three-month period following the date of the application, accompanied with his estimates of the sales prices and the number of copies printed;

(h) in the case of an accredited bookseller, a valuation, prepared by a public accountant based on the audited statements, of the inventory of includible books;

(i) any other information of a financial nature required by regulation.

Subsequently, the documents contemplated in subparagraph *a* must be submitted annually and those contemplated in subparagraphs *b* to *i* must be submitted every three months in accordance with the form determined by regulation.

15. Upon receipt of the application, the Corporation shall send a copy of it to the Minister and shall investigate to determine whether the business for which the guarantee is applied for fulfils the conditions required by this act and the regulations.

16. Upon terminating its investigation, the Corporation shall report to the Minister and submit its recommendations to him.

17. The Corporation may recommend that the application be approved in part only, or approved for an amount other than that applied for. It may also recommend that the application be refused, or be approved only on the conditions which the Corporation indicates.

18. If the Corporation recommends that the guarantee be refused, and the Minister agrees with such recommendation, he shall return the application to the Corporation which shall immediately notify the applicant that his application is refused.

19. La demande ne peut être accordée qu'avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation du ministre et aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine. Toutefois, le ministre peut accorder cette demande sans cette autorisation dans les cas prévus par les règlements.

La Société est liée par l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil ou, le cas échéant, par la décision du ministre.

La Société doit aviser le demandeur, sans délai, du fait que sa demande a été accordée ou refusée et, s'il y a lieu, des conditions qui ont été déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

SECTION V

DISPOSITIONS DIVERSES

20. La Société peut à tout moment vérifier l'exactitude des renseignements fournis par un emprunteur conformément à la présente loi.

21. Lorsqu'une personne a obtenu que la Société garantisse un emprunt au moyen de fausses déclarations ou de fraude, ou lorsqu'elle a employé toute partie des sommes empruntées sur la garantie de la Société à d'autres fins que celles pour lesquelles l'emprunt a été consenti ou lorsque le montant du prêt dépasse les limites fixées par l'article 4, ou lorsqu'elle est autrement en défaut, la Société peut la déclarer déchue du bénéfice du terme accordé et exercer les autres recours civils que lui confèrent la loi et les documents contractuels.

22. Le montant total des garanties accordé en vertu de la présente loi ne peut excéder la somme de \$5,000,000.

23. Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le ministre des finances déclare sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.

19. The application shall be granted only with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister and on the conditions which the Lieutenant-Governor in Council determines. Nevertheless, in the cases provided for by the regulations, the Minister may grant such application without such authorization.

The Corporation is bound by the authorization of the Lieutenant-Governor in Council or the decision of the Minister, as the case may be.

The Corporation must advise the applicant forthwith that his application has been granted or refused and of the conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council, if any.

DIVISION V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

20. The Corporation may at any time verify the accuracy of the information submitted by a borrower in accordance with this act.

21. When a person has obtained that a loan be guaranteed by the Corporation by a false declaration or fraud, or has used any part of the sums borrowed on the guarantee of the Corporation for purposes other than those for which the loan was granted, or if the amount of the loan exceeds the limits fixed by section 4, or if he is otherwise in default, the Corporation may declare that he has forfeited the benefit of the term granted and exercise the other civil recourses conferred on it by the act and the contractual documents.

22. The total amount of the guarantees granted under this act shall not exceed the sum of \$5,000,000.

23. No guarantee given by the Corporation shall be valid unless the Minister of Finance declares over his signature on the document evidencing such guarantee that he has taken cognizance of it.

24. Les sommes dues en conséquence des garanties prévues par la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu; les autres sommes requises pour la mise en application de la présente loi sont prises, pour l'année financière 1975/1976, sur le fonds consolidé du revenu, et pour les années financières subséquentes, sur les deniers votés annuellement à cette fin par la législature.

25. Toute personne qui fait une fausse déclaration ou commet une fraude ou une tentative de fraude dans le but de bénéficier des avantages de la présente loi commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus le montant de la garantie en jeu.

Toute autre infraction à la présente loi ou aux règlements rend le contrevenant passible d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

Les poursuites intentées en vertu du présent article sont régies par la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) et la seconde partie de cette loi s'y applique.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, statuer sur toute question qui peut, en vertu de la présente loi, être le sujet d'un règlement.

Il peut en outre, par règlement, déterminer:

a) les qualités requises de toute personne qui fait une demande de garantie d'emprunt, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir en outre de ceux qui sont déjà exigés par la présente loi;

b) la forme et la teneur des demandes;

c) la durée maximum des prêts pouvant faire l'objet d'une garantie en vertu de la présente loi, le taux maximum d'intérêt exigible selon les catégories de prêts et d'emprunteurs, les sûretés qui doivent être données et la façon de les protéger et de les réaliser au cas de défaut de l'emprunteur, la partie du capital nécessaire à la réalisation d'un projet qui doit être fournie par l'emprunteur, la façon dont les sommes prêtées doivent être utilisées, la forme et la teneur des actes constatant les prêts et les

24. The sums payable as a consequence of the guarantees provided for by this act shall be paid out of the consolidated revenue fund; the other sums required for the carrying out of this act shall be taken for the fiscal year 1975/1976 out of the consolidated revenue fund and for subsequent fiscal years out of the moneys appropriated annually for that purpose by the Legislature.

25. Every person who makes a false declaration or commits fraud or attempted fraud with the purpose of benefiting from this act is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than five hundred dollars and not more than the amount of the guarantee concerned.

Any other offence against this act or the regulations renders the offender liable to a fine of not less than five hundred dollars nor more than two thousand dollars.

Proceedings instituted under this section are governed by the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) and Part II of such act applies.

26. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, decide any question which may, under this act, be subject to regulation.

He may, in addition, by regulation determine:

(a) the qualifications required of any person who applies for the guarantee of a loan, the conditions he must meet and the information he must furnish in addition to that already required by this act;

(b) the form and tenor of applications;

(c) the maximum term for loans which may be guaranteed under this act, the maximum rate of interest payable according to the classes of loans and borrowers, the security which must be given and the manner in which it is to be protected and realized in case of default by the borrower, the portion of the capital necessary for the carrying out of a project which must be furnished by the borrower, the manner in which the loans must be used, the form and tenor of the deeds evidencing the loans and

autres conditions qui doivent y être stipulées;

d) les normes et règles relatives à la gestion des affaires de l'emprunteur et à la distribution de ses profits;

e) les rapports d'opérations et les états financiers qui doivent être fournis au ministre par tout emprunteur, ainsi que la surveillance qui peut être exercée sur ses affaires;

f) les autorisations qui doivent être obtenues avant que soit effectué un transport des biens donnés en sûreté en vertu de l'acte de prêt, une émission d'actions ou un transfert des actions d'une compagnie qui a obtenu un prêt, ou une modification à la charte de cette dernière;

g) le mode d'évaluation des inventaires et comptes recevables servant à déterminer les limites applicables aux prêts;

h) la forme et la teneur des rapports périodiques que doit fournir un emprunteur;

i) les cas dans lesquels les comptes à recevoir de compagnies associées ou affiliées à l'emprunteur peuvent servir à l'établissement de la limite prévue à l'article 4.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

27. Le ministre des affaires culturelles est chargé de l'application de la présente loi.

28. L'article 16 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, chapitre 64) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« En plus d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi, la Société administre les autres programmes d'aide financière qui lui sont confiés par une autre loi. Dans ce dernier cas, la Société possède, en plus des pouvoirs et devoirs que lui confère cette autre loi, les pouvoirs et devoirs non incompatibles que lui confère la présente loi. »

29. L'article 34 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

the other conditions which must be stipulated therein;

(d) the standards and rules relating to the management of the borrower's affairs and to the distribution of his profits;

(e) the operating reports and financial statements which must be forwarded to the Minister by every borrower and the supervision which may be exercised over his affairs;

(f) the authorizations which must be obtained before any transfer of property given as security under the deed of loan, any issue of bonds or transfer of shares of a company which has obtained a loan, or any amendment to the charter of such company;

(g) the method of valuing inventories and accounts receivable to be used in determining the limits applicable to loans;

(h) the form and tenor of the periodical reports which must be furnished by a borrower;

(i) the cases in which the accounts receivable of companies associated or affiliated with the borrower may be used to establish the limit provided for by section 4.

Such regulations shall come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein.

27. The Minister of Cultural Affairs shall have charge of the carrying out of this act.

28. Section 16 of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, chapter 64) is amended by adding the following paragraph:

"In addition to exercising the functions devolved on it by this act, the Corporation shall administer the other programmes of financial assistance referred to it by another act. In the latter case, the Corporation shall have, in addition to the powers and duties conferred on it by such other act, the powers and duties not inconsistent therewith conferred on it by this act."

29. Section 34 of the said act is amended by adding the following paragraph:

« Lorsqu'elle administre un programme d'aide financière en vertu d'une autre loi, la Société fait rapport séparément sur ce programme. »

30. L'article 46 de ladite loi, remplacé par l'article 13 du chapitre 56 des lois de 1974, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Il lui verse ainsi, à sa demande, les deniers requis par l'application du deuxième alinéa de l'article 16, jusqu'à concurrence des limites des programmes y visés. »

31. L'article 48 de ladite loi, modifié par l'article 14 du chapitre 56 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« o) déterminer les conditions auxquelles la Société administre les programmes d'aide financière qui lui sont confiés aux termes du deuxième alinéa de l'article 16. »

32. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“Where the Corporation administers a programme of financial assistance under the terms of another act, it shall make a separate report on such programme.”

30. Section 46 of the said act, replaced by section 13 of chapter 56 of the statutes of 1974, is amended by adding the following paragraph:

“He shall thus pay to it, at its request, the moneys required for the application of the second paragraph of section 16, up to the limits of the programmes contemplated therein.”

31. Section 48 of the said act, amended by section 14 of chapter 56 of the statutes of 1974, is again amended by adding the following subparagraph:

“(o) determine the conditions on which the Corporation is to administer the programmes of financial assistance referred to it by virtue of the second paragraph of section 16.”

32. This act shall come into force on the day of its sanction.